

## Activités présidentielles

# Ségolène Royal chez Ali Bongo Ondimba



Phase de l'entretien entre le président de la République et son hôte.



La ministre française de l'Environnement à l'issue des échanges.



Ali Bongo Ondimba présidant la séance de travail...

**Jonas OSSOMBEY**  
Libreville/Gabon

**La ministre française de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, chargée des Relations Internationales sur le climat, et présidente de la COP21, a été, avant hier, l'hôte du chef de l'État, au palais de la présidence de la République. Le bilan des assises de Paris sur le climat, de décembre 2015, et surtout le point de l'accord qui y a découlé, avec l'apport du Gabon dans sa mise en forme ont été évoqués. Autre rendez-vous, une séance de travail avec les différents acteurs des politiques gabonaises en matière de lutte contre le réchauffement climatique.**



...à laquelle ont pris part Mme Royal et des acteurs des politiques de lutte contre le réchauffement climatique.

LES questions liées au climat étaient, hier, au centre des échanges entre le président de la République, Ali Bongo Ondimba et la ministre française de l'Environnement, chargée des Relations internationales sur le climat, et présidente de la COP21, Ségolène Royal. D'abord au cours de la séance de travail élargie à certains membres du gouvernement, des responsables de l'AGEOS et des diplomates français et gabonais. Puis, le numéro un gabonais a eu un tête-à-tête avec le membre du gouvernement français au cours duquel ils ont fait le point sur la Conférence sur la COP21, les conclusions de ces travaux, et le suivi de l'accord de Paris. Ségolène Royal, en abordant avec la presse, le contenu des discussions, a dit avoir fait le point de l'application de l'Accord de Paris, issu des travaux de la conférence sur le climat de la capitale française, en décembre 2015. «J'ai souligné l'implication très forte du président Ali Bongo Ondimba. Son ministre des Affaires étrangères (Emmanuel Issoze Ngondet) a été dans l'équipe des co-facilitateurs durant la dernière ligne droite avant la fin de la COP», a-t-elle in-



Vue de la réunion.

diqué. Non sans annoncer que le Gabon occupe la vice-présidence du Comité des chefs d'Etat et de gouvernement du continent sur le climat. D'ailleurs, selon elle, notre pays sera porté à la présidence de cette structure l'année prochaine. Surtout que le Gabon a entamé des politiques exemplaires depuis plusieurs années dans la protection de l'environnement. D'autres sujets étaient au menu des discussions d'hier. Notamment l'accès aux énergies renouvelables pour l'Afrique. Occasion

pour elle de révéler la situation favorable du Gabon. A l'en croire, plus de 80% de la population est connectée à l'électricité (moyenne africaine 50%). Avant de militer pour l'extension du projet sur les énergies renouvelables dans les pays où le besoin est pressant. L'implication du continent africain dans le réchauffement climatique est de moindre importance. Pourtant, a-t-elle renchéri, l'Afrique est une des principales victimes. C'est pourquoi, elle a souligné l'urgence d'une assistance

financière pour appuyer les politiques de lutte contre ce problème. «Je veux que le fonds spécial de 10 milliards d'euros, dont 2 proposés par la France, soit mis en place», a souhaité Ségolène Royal. «Je suis donc venue écouter les très fortes attentes du Gabon. Et demander un soutien du pays qui a joué un rôle remarquable dans la réussite des travaux de la COP21», a-t-elle précisé. Toute chose qui devra l'aider, en tant que présidente de la COP21, à proposer le rapport dont l'objectif est de contribuer au succès de la signature, sous l'égide

des Nations unies, le 22 avril prochain, de l'accord de Paris. Elle a également souligné le rôle majeur du Gabon dans la mutation énergétique. Estimant que les autorités de Libreville ont, depuis longtemps, opté pour la recherche des solutions pour l'utilisation rationnelle de la biomasse, tout en capitalisant l'hydroélectricité avec l'apport des grands cours d'eau dont le pays dispose. «Mon mandat en tant que présidente de la COP est de passer du discours aux actes», a-t-elle garanti. C'est

dans cette optique qu'elle a soutenu que les problématiques environnementales sont liées à la sécurité du continent. Tout comme, les déplacements massifs des populations sont en rapport avec la désertification des pays, à l'image de ceux situés aux alentours du lac Tchad. Des difficultés qui déstructurent les villages et les contrées qui sont des victimes de la secte islamiste nigériane Boko-Haram. La sécurité multiforme, l'accès à l'eau, à la santé n'étaient pas en reste.